Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 1 :

La lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

1- *La lutte à la pauvreté et exclusion sociale*
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

DE QUOI ON PARLE ?

La pauvreté est la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société.

Source : Gouvernement du Québec, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, L.R.Q., chapitre L-7

L'exclusion sociale est le résultat d'un ensemble de processus économiques, politiques, institutionnels et culturels, souvent interdépendants et cumulatifs, qui mettent des personnes ou des groupes à part dans la société.

Quand l'exclusion sociale et la pauvreté se conjuguent, elles peuvent se renforcer mutuellement au fil du temps. L'exclusion sociale associée à la pauvreté peut se traduire notamment par des possibilités limitées pour les individus (et conséquemment pour leur famille et leur communauté) de maintenir leur autonomie économique, tout en affectant l'intégrité de leur identité sociale, leur santé, leur éducation, leur participation au marché du travail ainsi qu'aux réseaux de relations sociales et familiales. Ces conséquences peuvent à leur tour entraver la sortie de la pauvreté.

Les mécanismes de l'exclusion sociale peuvent être corrigés par une action collective et par des politiques publiques.

Source : Le CÉPE, Centre d'études sur la pauvreté et l'exclusion, a retenu la définition suivante de l'exclusion sociale.

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu? Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

En lien avec la mission du RDS

De façon générale, les difficultés de la région sont attribuables à la dévitalisation de l'économie, à la faible scolarisation de la population et à la saisonnalité de plusieurs secteurs d'activités d'importance telle que la foresterie, la pêche et le tourisme.

Quelques chiffres :

- **Déclin démographique dans la MRC du Rocher-Percé :**
  - 1971: 24 706 / 2016: 17 282
- **Vieillissement de la population :**
  - âge médian de 53,9 ans
  - 27% de la population a 65 ans et plus (2016)
  - Projection: 40% en 2036
- **Indice de vitalité économique :**
  -17,8% : 103e et avant-dernier rang de la province
- **Taux d'emploi :** 15 ans et plus (2016): 43%
- **Taux de chômage :** 15 ans et plus (2016): 15%
- **Revenu annuel :** disponible par habitant (2015) : 23 880 $
- **Revenu total médian en 2015 :** 25 707 $
- **Après impôt médian en 2015 :** 23 946 $
- **Taux d'assistance sociale :** (mars 2016) 13%
- **L'insécurité alimentaire :** En 2011-2012, touchait 7,4% de la population en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- **Familles sous le seuil de faible revenu :** (2014) 9.2%
- **Total familles monoparentales** (2016) : 1230 sur 5180 (24%)
  - Parent féminin : 925 / Parent masculin : 305
- **Frais de logement:** 22,8 % des ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu
- **Ménages privés propriétaires de leur logement** (2016) : 73%
- **Logement subventionné :** 17,7 % des ménages locataires
- **Proportion de la population de 25 à 64 ans DES:**
  - 30% en 2016 (22,8 GIM, 13,3% Québec),
  - 26% des femmes sont sans DES dans la MRC,
  - 34 % des hommes.
- **Proportion plus faible d'élèves (préscolaire, primaire, secondaire) ayant un handicap ou des difficultés d'adaptation et d'apprentissage au R-P qu'au Qc, mais forte différence entre les garçons et les filles :**
  - R-P = 14,7%, Qc = 20%
  - R-P garçons = 20%, R-P filles = 8,9%
- **Proportion des 15 ans et plus très satisfaits de leur vie sociale**, 2014-2015 : 62 %

Source: Recensement 2016 - Canada
(La santé et le bien-être de la population du Rocher-Percé, 2018)

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

Principal déterminant de la santé

- Effets de la pauvreté sur la société, la personne
  Source:Table contre l'appauvrissement de l'Estrie
- Santé, vitalité du territoire
- Criminalité
- Organismes communautaires fortement sollicités
- Coûts directs et indirects importants
- Inégalités sociales, discrimination et stigmatisation
- Perte de dynamisme et de fierté de la population envers leur milieu de vie

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Gouvernements
- Municipalités
- La Municipalité régionale de comté (MRC)
- Employeurs/entrepreneurs
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)

RESSOURCES (LES MOYENS)

- Organismes communautaires
- CISSS-CLSC
- Écoles, commissions scolaires
- Centre local d'emploi (CLE)
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)
- Office municipal d'habitation (OMH)
- RéGIM
- Le Réseau développement social (RDS)
- Clubs sociaux, associations
- Centraide
- Centre de justice de proximité
- Municipalités
- La Municipalité régionale de comté (MRC)

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Organismes communautaires
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Le Réseau développement social (RDS)
- Centre local d'emploi (CLE)
- Citoyens/citoyennes
- La Municipalité régionale de comté (MRC)
- Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT)
- Ministère du travail, de l'emploi et de la solidarité sociale (MTESS)

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Organismes communautaires
- Le Réseau développement social (RDS)
- La Municipalité régionale de comté (MRC)
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Gouvernement du Québec (politiques)

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)?

- Le Réseau développement social (RDS)
- Organismes communautaires autonomes (OCA)
- CLSC (projet, plan régional santé publique, équipe locale CLSC)
- La Municipalité régionale de comté (MRC)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- PAGIEPS 2017-2023
- Nouvelle planification du RDS
- Outils/documents: Villes et villages en santé
- Une chance pour tous: la première stratégie canadienne de réduction de la pauvreté
- Nouvelles responsabilités municipales et mercéennes

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- La non-reconnaissance, par les élus et la population, de la présence de la pauvreté
- Manque de données socio-démographiques pour mesurer l'ampleur de la pauvreté
- Non-adaptation des mesures de l'état aux réalités des milieux ruraux et régions éloignées
- Manque d'outils adaptés aux réalités locales
- Manque de soutien à la participation citoyenne, notamment la consultation de personnes en situation de pauvreté
- Manque de ressources humaines au RDS
- Préjugés méconnaissance
- Manque de volonté politique
- Manque de pouvoir d'agir local
- Manque de ressources: transport, éducation, santé, etc.

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Difficulté à agir directement sur la pauvreté et l'exclusion sociale
- Difficulté à faire participer les gens directement concernés
- Nécessité d'inventer des stratégies non-stigmatisantes afin de rejoindre les clientèles vulnérables
- Continuer à travailler sur les préjugés collectifs et individuels
- Il ne suffit pas d'agir localement, les autres niveaux de responsabilité doivent assurer leur part
- L'importance de la constance et la cohérence dans la solidarité
  - Se questionner et se re-questionner si on agit sur les causes de ce qu'on veut résoudre?
  - Mieux connaître la distribution de la pauvreté sur notre territoire
  - Mieux connaître les besoins spécifiques des personnes en situation de pauvreté
  - Améliorer l'accessibilité à l'information avec un langage accessible
  - Les meilleurs capacités d'action se situent en amont Travailler les facteurs de protection (éducation, petite enfance et leur famille)

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez? (actions concrètes)

- Positionner la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale comme moteur du développement de notre MRC
- Prendre en compte le caractère multidimensionnel et multifaces de la pauvreté et rallier l'ensemble des acteurs concernés autour d'une vision commune
- Mieux intégrer les préoccupations des personnes en situation de pauvreté dans les choix des priorités locales
- Interpeller et intégrer davantage certains secteurs dont le secteur culturel et artistique, le secteur privé et le secteur de développement économique et du marché du travail, incluant l'économie sociale
- Développer une approche de milieu (aller où les gens vivent)
- Développer des services de proximité mobiles
- Action politique : lutte contre la discrimination, défense de droits sociaux, conditions de vie.
- Faire la sensibilisation citoyenne
- Favoriser l'innovation et la création de nouveaux modèles de prestation de services
- Questionner l'organisation de notre communauté et ses processus
- Réaliser un portrait à travers les indicateurs d'exclusion sociale au Québec (CÉPE-2015)
- Mettre l'accent sur les mécanismes et les principaux processus qui enduisent et alimentent la spirale de l'exclusion sociale.

Des information pour agir !

- La pauvreté constitue un facteur de risque majeur d'exclusion sociale et l'exclusion représente un frein crucial à la sortie de la pauvreté.
- Quels sont les différents visages de la pauvreté et de l'exclusion sociale ?
- Les dimensions de la pauvreté :
- Les conditions matérielles
- La santé
- Le travail et l'emploi
- L'éducation
- Les réseaux (personnels et institutionnels)
- Les populations à risque et vulnérables
- Être une famille monoparentale
- Être une femme
- Être une personne vivant seule
- Être une famille et personne à faible revenu
- Être au chômage
- Être un chômeur de longue durée
- Avoir un emploi précaire
- Être une personne souffrant d'une incapacité permanente empêchant de travailler
- Être une personne de 65 ans et plus vivant seule
- Vivre une séparation
- Souffrir d'une maladie mentale ou physique
- Ne pas avoir accès à un réseau, à la bonne ressource, au bon moment
- Pourquoi certaines populations peuvent être vulnérables ?
- Les femmes occupent et cumulent des emplois moins rémunérateurs, accordent plus de temps aux tâches domestiques, aux soins prodigués aux enfants ou aux membres de la famille en perte d'autonomie, vivent davantage la monoparentalité et sont largement plus susceptibles d'être touchées par les violences conjugales et sexuelles
- Les personnes âgées sont à risque en raison de la diminution des revenus et de l'isolement social causé par le départ à la retraite et le vieillissement.
- Autres populations vulnérables selon vous?

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 2 :

La décroissance démographique

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

Les faits et les données

- ***Déclin démographique dans la MRC du Rocher-Percé:***
  1971: 24 706 / 2016: 17 282
  Total: - 30 % sur une période de 45 ans.

Source: Recensement Canada 2016

- ***Amélioration du bilan migratoire (2017-2018):***
  Région GIM: + 236
  MRC du Rocher-Percé: - 18
- ***Accroissement naturel négatif:***
  Naissances (2017) = 101 / Nombre de décès (2017) = 236
  Solde (2017): -135
- ***Faible indice synthétique de fécondité:***
  1,54 alors que le taux assurant le renouvellement des générations est de 2,1
- ***Vieillissement de la population***
  27 % de la population a 65 ans et plus (2016)
  Projection: 40% en 2036

Source: Institut de la Statistique du Québec, 2018

Les impacts sur la communauté

- Difficulté à maintenir les services et les infrastructures (loisirs, services bancaires, transports, etc.) et impacts sur l'attractivité du territoire
- Difficulté à développer de nouveaux services
- Émergence de nouveaux besoins/enjeux (ex: répondre aux besoins d'une population vieillissante)
- Difficulté à combler les besoins de main-d'œuvre
- Diminution de l'offre de formation disponible sur place
- Perte de représentativité politique
- Perte d'expertise (exode)

Photo: Stéphanie Roy

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Les gouvernements (Québec-Canada)
- Le regroupement des MRC de la Gaspésie
- La Municipalité régionale de comté (MRC): aménagement du territoire, le service d'accueil aux nouveaux arrivants (SANA), etc.
- Les municipalités par les services offerts à la population et ses politiques
- Les employeurs

RESSOURCES (LES MOYENS)

- La stratégie «Vivre en Gaspésie»
- Le service d'accueil au nouveaux arrivants (SANA) MRC du Rocher-Percé
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)
- Le centre local d'emploi (CLE)

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Le comité d'accueil des nouveaux arrivants (CANA)
- Le service d'accueil au nouveaux arrivants (SANA) MRC du Rocher-Percé
- Les nouveaux arrivants
- La stratégie «Vivre en Gaspésie»
- Les employeurs
- Les groupes de citoyens

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Les municipalités
- La municipalité régionale de comté (MRC)
- Le CISSS Gaspésie
- La stratégie «Vivre en Gaspésie»
- Les commissions scolaires
- Les groupes de citoyens
- Les employeurs

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de la décroissance démographique? (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)

- La stratégie «Vivre en Gaspésie» (projet pilote d'accompagnement de la ville de Grande-Rivière)
- Le service accueil des nouveaux arrivants (MRC) (accueil et rétention)
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi) (promotion et accompagnement)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- La qualité de vie
- La qualité de l'environnement
- La qualité des services
- La décroissance démographique = enjeu prioritaire identifié
- La politique de soutien aux familles (allocations familiales)
- Le fort sentiment d'appartenance au territoire
- Tout est à faire, le royaume des possibles!

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Les préjugés et les fausses perceptions
- Le manque de services
- Les services de transport souvent inadéquats
- L'absence de leadership en lien avec l'enjeu
- L'expertise encore insuffisante (le savoir)
- Le manque d'établissements ou de formations professionnelles, techniques et supérieures
- L'absence de péréquation tenant compte de cette réalité (spécificité comme région éloignée)
- Une vision souvent à court de terme de (et en réaction à) l'enjeu
- La résistance au changement
- Le manque d'une réelle volonté politique

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Il s'agit d'un concept très large, il est complexe
- Il est difficile d'identifier qui fait quoi et de définir une vision commune

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ? (actions concrètes)

- Créer des espaces de réflexion collective et démocratique pour réfléchir à moyen et long terme (indépendamment des changements politiques)
- Créer des séjours exploratoires pour clientèles migrantes des grands centres
- Offre de terrains par les villes
- Travailler sur les préjugés (ex: nouveaux arrivants)
- Améliorer la qualité des milieux de vie, prendre soin des employés
- Développer créneau unique fondé sur la qualité de l'environnement

Source: Conférence planification
Conférence régionale des élus
+ rencontre société / civile mai 2016)

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

LA DÉCROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

- Générer des environnements plus égalitaires
- Impact global positif sur la vitalité des territoires
- Impact positif sur l'accessibilité aux services (ex: éducation, santé, transport, alimentation, etc.)
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Photo: Ariane Aubert Bonn

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 3 :

La persévérance vers un projet de vie

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

Cet enjeu englobe la formation des jeunes adultes, les services aux jeunes en difficultés et l'employabilité.

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu? Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

Généralités

- La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GÎM) est celle où les enfants sont les mieux préparés à leur arrivée à la maternelle (forte participation aux programmes préscolaires publics) *(Dubé, 2018b)*
  - Maternelle 4 ans : GIM = 19%, Québec = 6,5%
  - Programme Passe-Partout : GIM = 70%, Québec = 13,7%
  - Ne participent à aucun programme : GIM = 11,2%, Québec = 79,9%

Formation chez les jeunes adultes

Taux de diplomation :

- Individus (25 à 64 ans) sans certificat ou diplôme : MRC Rocher-Percé (R-P) : 30,1%, GÎM : 22,8%, Québec : 13,3% *(Cyr Simard, 2018a)*
- Individus ayant un diplôme d'études secondaires (DES) : MRC R-P : 20,1%, Gaspésie : 17,8%, Québec : 18,5% *(Cyr Simard, 2018a)*
- Individus ayant un diplôme d'études collégiales (DEC) ou universitaires : MRC R-P : 49,0%, GÎM : 59,4%, Québec : 68,2% *(Cyr Simard, 2018a)*
- En GÎM, le taux de décrochage annuel en 2012-2013 est de 13%, les garçons étant plus nombreux que les filles (8,5% contre 11,9%) *(Dubé, 2017)*

Lien entre la scolarisation et les inégalités sociales

- Le taux de faible revenu diminue avec la scolarité. Au Québec en 2014, taux de faible revenu chez les individus de 25 ans et plus : sans DES : 11,1%, avec DES : 10,4%, avec diplôme d'études postsecondaires non universitaires : 7,6%, avec diplôme ou certificat d'études universitaires : 8,1% *(Dubé, N., 2018c)*

Constats

- Offre de formation peu diversifiée sur le territoire
- Importance de rêver et de connaître des succès (individuels et collectifs)

Consultation jeunesse

(résultats du sondage auprès des jeunes de Rocher-Percé)

- Près d'un répondant sur deux serait prêt à demeurer dans la MRC pour poursuivre ses études si le cours envisagé était disponible à l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec à Grande-Rivière
- Les répondants se sentent encouragés dans leur persévérance scolaire par leur entourage
- Un répondant sur trois dit vivre (ou avoir vécu) des difficultés avec les travaux scolaires ou des problèmes d'apprentissage ou avec un manque d'intérêt pour les études qui ont (ou qui ont eu) un impact sur ses résultats scolaires ou sur sa motivation pour les études
- Un répondant sur six indique vivre (ou avoir vécu) de l'intimidation ou de la difficulté à faire sa place, des problèmes personnels ou un manque de soutien de son milieu scolaire ayant eu un impact négatif sur ses résultats scolaires ou sur sa motivation pour les études

Services aux jeunes en difficultés

- La santé mentale chez les élèves du secondaire en 2016-2017 *(Dubé, N., 2019)*
- Jeunes ayant un niveau élevé de détresse psychologique : 27,6% au R-P, 23% en GÎM, 29,3% au Québec
- Diagnostic de TDA : 29,2% au R-P, 27,9% en GÎM, 23,0% au Québec
- Diagnostic de dépression : 6,9% au R-P, 5,3% en GÎM, 5,9% au Québec
- Diagnostic d'anxiété : 20,4% au R-P, 19,5% en GÎM, 17,2% au Québec

- Diagnostic de troubles alimentaires : 2,5% au R-P, 2,5% en GÎM, 2,2% au Québec
- Diagnostic de dépression, d'anxiété ou de troubles alimentaires : 22,7% au R-P, 21,3% en GÎM, 19,5% au Québec
- En GÎM et au Québec : niveau de détresse psychologique plus élevé chez les filles (33% contre 14% pour les garçons) et plus élevé chez les jeunes du 2e cycle (28% contre 17% au 1er cycle)
- Santé mentale florissante (i.e. bon fonctionnement émotionnel, psychologique et social) : 49,1% au R-P, 53,9% en GÎM, 47,3% au Québec.
- Santé mentale languissante : 8,3% au R-P, 5,9% en GÎM, 6,3% au Québec

Toxicomanie

- Consommation de drogue dans la dernière année (2014-2015) : moins importante au R-P comparativement au Québec (12,1% contre 16,7%). Au Québec, taux plus élevé de consommation chez les hommes (18% contre 6,9% chez les femmes) et chez les 15-24 ans (38%) *(Dubé, N., 2018a)*
- Dans la MRC R-P : surtout chez les adolescents et les jeunes adultes (12 à 35 ans) *(Cyr Simard, E., 2018b)*
- Les milieux scolaires de la MRC R-P sont des secteurs vulnérables quant à la revente et la consommation de stupéfiants *(Cyr Simard, E., 2018b)*

Consommation d'alcool en GÎM en 2013-2014 *(Dubé, N., 2018a)*

- Moins importante qu'au Québec (76% contre 82%)
- Au Québec, les hommes, les 18-24 ans et les mieux nantis sont, en général, plus nombreux à boire de l'alcool, à en boire fréquemment et avec excès

Environnement familial / social

- En 2009-2010, 54,2% de la population de 12 ans et plus de la GÎM a un niveau très élevé de soutien social (contre 43,7% au Québec) *(Dubé, N., 2018a)*
- Plusieurs enfants vivent dans un contexte de violence, de consommation d'alcool et/ou de drogue, de défavorisation et de pauvreté extrême *(Cyr Simard, E., 2018b)*

Connaissance des services et appréciation

(résultats du sondage auprès des jeunes de Rocher-Percé):

- Plus d'un répondant sur trois ne connaît pas l'offre de services en santé psychologique (dans les organismes communautaires, dans son école, dans son CLSC, etc.)
- Peu de répondants se tourneraient vers un professionnel de la santé pour parler des problèmes de consommation d'un ami qui a un impact important sur lui

Employabilité

Indicateurs socio-économiques en 2016 *(Dubé, N., 2018c)* :

Indicateurs socio-économiques	MRC R-P	GÎM	Québec
Taux d'emploi 15 ans et plus (2016)	43%	46%	60%
Taux de chômage 15 ans et plus (2016)	15%	15%	7,2%
Taux d'assistance sociale (mars 2016)	13%	9,1%	6,4%

- En 2015, la GÎM est la région qui obtient le plus faible taux d'emploi (temps plein et temps partiel) (46% contre 59,9% au Québec) et le plus élevé taux de chômage (14,7% contre 7,6% au Québec). *(Dubé, 2016)*
- En GÎM en 2015, le taux de chômage est plus élevé chez les hommes (18,2% contre 11,1% chez les femmes) tandis que le taux d'emploi étant similaire pour les deux sexes *(Dubé, 2016)*
- Sur le taux d'assistance sociale en GÎM en 2016 : 63% n'ont pas de DES et 70% cumulent dix années et plus de ce soutien de dernier recours *(Dubé, 2016)*
- Encore en 2018, la proportion de la population de la MRC R-P ayant travaillé toute l'année à plein temps (17,1%) est inférieure à la GÎM (21,1%) et au Québec (31,7%) *(Cyr Simard, 2018a)*

Résultats du sondage auprès des jeunes de Rocher-Percé

- L'entourage des participants véhicule le fait qu'il n'y a pas beaucoup d'emplois pour les jeunes dans la région
- 20 % des répondants disent que leur entourage les incite à quitter la région par manque d'emplois pour eux
- Près de la moitié des répondants pense qu'il sera difficile de trouver de l'emploi dans la région dans le domaine qui les intéresse
- Les participants n'envisagent pas le travail saisonnier alterné avec des périodes de chômage comme une perspective d'avenir
- Près de la moitié des participants trouve la conciliation travail-étude difficile (un sur trois chez les 15-17 ans)

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- Les impacts de la persévérance sur un projet de vie se font sentir à long terme, tant pour l'individu que pour toute la communauté
- Ressources moins qualifiées sur le territoire (exode, décrochage)
- Impact direct sur la qualité de la vie étudiante
- Dévitalisation du territoire
- Risque de décrochage plus élevé
- La vulnérabilité des milieux scolaires (toxicomanie) peut augmenter les risques de décrochage et de criminalité chez les jeunes
- Les problèmes de consommation des parents font que les besoins physiologiques pas toujours adéquats (logement, nourriture, vêtements, hygiène) font que les enfants vivent du stress ainsi que de l'anxiété. Manque de stimulation
- Beaucoup de problèmes de santé mentale sont la conséquence de la consommation
- Danger pour la survie et le développement des entreprises
- Risques au niveau de l'autonomie et la qualité de vie des jeunes/citoyens – engendre d'autres problématiques

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Gouvernements
- Commissions scolaires
- Citoyens / citoyennes

RESSOURCES (LES MOYENS)

- CJE Option emploi
- Centre local d'emploi (CLE)
- Employeurs
- Les familles
- Service externe main-d'œuvre (SÉMO)

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Commissions scolaires
- Écoles
- Centre local d'emploi (CLE)
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) via le Centre de réadaptation et l'équipe jeunesse-santé mentale
- Coachs/entraîneurs
- Centres de la petite enfance (CPE)
- Milieux de garde
- Service externe main-d'oeuvre (SÉMO)
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Écoles
- Réseau développement social (RDS)
- Comité d'accueil des nouveaux arrivants (CANA)
- Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) - MRC
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de la persévérance vers un projet de vie? (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)?

- Réseau développement social (RDS)
- Commissions scolaires - École des adultes
- Ensemble des écoles
- Centre local d'emploi (CLE)
- Service externe main-d'oeuvre (SÉMO)
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- Se servir des influenceurs (utiliser les bons exemples, les modèles)
- Développement de nouvelles filières scolaires en lien avec les énergies vertes (exemples : Merinov, Ciment McInnis, etc.)
- Plan d'action pour la prévention de la criminalité de la MRC
- Suite de la consultation « J'écoute ma jeunesse »
- Le contexte du marché du travail (pénurie de main- d'œuvre) contribue à la sensibilisation
- Possibilité d'adapter des programmes de formations aux besoins (offre de formation sur place pour favoriser la rétention)
- Promouvoir la formation à distance

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Nous-mêmes
- Manque de leadership clair
- Discours parfois négatif (et souvent faux) quant aux possibilités d'emploi sur notre territoire
- Les embûches vers l'employabilité des personnes (transport, handicaps, dépendance, manque d'offre de formation, etc.)
- Travaille en silo et le dédoublement des services (manque de complémentarité)
- Manque de nouveauté / façon de faire, d'innovation, enseignement
- Manque de culture
- Vitalité des milieux scolaires

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Qu'il ne faut pas négliger l'importance des services de proximité
- Que le support de la communauté dans son ensemble est nécessaire dans la persévérance vers un projet de vie
- Qu'il est important de créer des espaces qui permettent aux individus d'exprimer leurs besoins (ex: les jeunes dans le cadre de J'écoute ma jeunesse)
- Qu'il est difficile de conserver dans le temps un espace de concertation dédié à cet enjeu

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ? (actions concrètes)

- Valoriser les bons coups comme le "Grand défi: Bâtir ma région"
- Créer des tables de discussions et d'échanges – co-développement/études de cas pour les jeunes à risques entre tous les partenaires (favoriser la complémentarité des services)
- Favoriser les projets, l'expérientiel afin de recréer la curiosité des jeunes, développer l'autonomie, l'entreprenariat

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

PERSÉVÉRANCE VERS UN PROJET DE VIE

- Ressources mieux qualifiées avec de meilleures conditions d'emploi (moins de décrochage) : impact positif sur la vitalité et le rayonnement du territoire
- Amélioration des conditions de vie des milieux plus défavorisés
- Perspective de réalisation individuelle plus optimiste, impact favorable sur le bien-être global de l'individu et répercussions positives sur la communauté
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion

Bibliographie :

Cyr Simard, E. (2018a). Diagnostic de sécurité et de criminalité – MRC du Rocher-Percé. MRC du Rocher-Percé.

Cyr Simard, E. (2018b). Plan d'action – Diagnostic de sécurité et de criminalité de la MRC Rocher-Percé. MRC du Rocher-Percé.

Dubé, N. (2018a). La santé et le bien-être de la population de Rocher-Percé-Édition 2018, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 63 pages.
Repéré à : https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_generaux/La_sant%C3%A9_et_le_bien-%C3%AAtre_de_la_population_de_Rocher-Perc%C3%A9-%C3%89dition_2018.pdf

Dubé, N. (2017). Le décrochage scolaire. Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Octobre 2017.
Repéré à https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_par_thematique/Lenvironnement_social_des_%C3%A9l%C3%A8ves_du_secondaire_2015.pdf

Dubé, N. (2018b). Le développement des enfants gaspésiens et madelinots à la maternelle. Résultats de l'enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2017. Gaspé, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
Repéré à : https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Le_d%C3%A9veloppement_des_enfants_gasp%C3%A9siens_et_madelinots_%C3%A0_la_maternelle_EQDEM_2017_-_Rapport_synth%C3%A8se.pdf

Dubé, N. Les conditions socioéconomiques. Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, décembre 2016.
Repéré à : https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_par_thematique/2016/Les_conditions_socio%C3%A9conomiques.pdf

Dubé, N. (2018c). Les inégalités sociales de santé en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 27 pages. (2018g).
Repéré à : https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_generaux/Les_in%C3%A9galit%C3%A9s_sociales_de_sant%C3%A9_en_Gasp%C3%A9sie-%C3%8Eles-de-la-Madeleine.pdf

Dubé, N. (2019). La santé mentale des élèves du secondaire en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Principaux résultats de l'enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 25 pages.
https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_par_thematique/La_sant%C3%A9_mentale_des_jeunes_du_secondaire_en_2016-2017.pdf

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 4 :

Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

- Les investissements en services à la petite enfance sont les plus rentables et les apprentissages/capacités acquis influencent tout le parcours de vie (l'importance d'agir tôt)
- L'environnement dans lequel l'enfant se développe (prénatal à petite enfance) a une grande influence sur l'acquisition de compétences cognitives, sociales et émotionnelles
- Ces compétences facilitent l'acquisition de d'autres compétences et augmentent la motivation à apprendre
- L'environnement, lorsqu'il est favorable, facilitera la réussite et l'atteinte du plein potentiel

Source: Avenir d'enfants, 2016 et Heckman, 2006

- Forte participation aux programmes préscolaires publics en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GÎM) comparé au reste du Québec (la majorité des enfants en GÎM participent à un programme)
  - Maternelle 4 ans : GIM = 19% Qc = 6,5%
  - Programme Passe-Partout : GIM = 70% Qc = 13,7%
  - Ne participent à aucun programme : GIM = 11,2% Qc = 79,9%

(Dubé, 2018a)

- Proportion élevée d'enfants des écoles anglophones de la GIM vulnérables dans au moins un domaine de développement à l'entrée en maternelle*
  - Ensemble des enfants
  - Rocher-Percé = 18%, GIM = 22%, Qc = 28%
  - Écoles francophones GIM = 21%, Qc = 27%
  - Écoles anglophones GIM = 43%, Qc = 35%

*les domaines de développement étudiés sont la santé physique et le bien-être, les compétences sociales, la maturité affective, le développement cognitif et langagier, ainsi que les habiletés de communication et connaissances générales *(Dubé, 2018a)*

- Au Rocher-Percé, les garçons sont plus touchés que les filles par un handicap ou des difficultés d'adaptation et d'apprentissage (préscolaire, primaire, secondaire)
  - R-P = 14,7%, Qc = 20%
  - R-P garçons = 20%, R-P filles = 8,9%

(Dubé, 2018b)

- Plus faible taux d'allaitement au Rocher-Percé qu'en GIM et qu'au Québec

- R-P = 58%, GIM = 68%, Qc = 82%

- Taux encore plus faible chez les populations défavorisées recevant des services spécifiques en périnatalité (OLO, SIPPE, PCNP)

  R-P = 41%, Qc = 67%

(Dubé, 2018b)

- Sur les 633 signalements retenus par la DPJ de la GIM les abus physiques et la négligence sont les principales causes
  - Abus physique = 121 ou 19,1%
  - Négligence = 142 ou 22,4%

(CISSS GIM, 2018)

- Politiques familiales de la MRC Rocher-Percé et de la majorité des municipalités présentement en refonte

(MRC Rocher-Percé, 2009)

- À la MRC Rocher-Percé, le pourcentage de famille monoparentale est plus élevé que dans l'ensemble du Québec
  - Rocher-Percé = 23%
  - Qc = 17%

(LeBreux, 2015)

- Les familles monoparentales sont davantage à risque d'être défavorisées
- En GIM, 23,3% des familles monoparentales ont un faible revenu, contre 4,5% pour les familles formées d'un couple.

(ISQ, 2016)

- Pas de lieu ou d'activité en continu pour les enfants qui ne fréquentent pas un milieu de garde
- Certains enfants peuvent manquer d'occasions pour socialiser avec d'autres enfants
- Pas de service d'halte-garderie
- Les milieux de socialisation pour les familles, indépendamment du niveau socio-économique, sont moins présents au Rocher-Percé que dans d'autres régions de la GÎM (dont Îles-de-la-Madeleine, Baie-des-Chaleurs, Côte-de-Gaspé)
- Le grand territoire, la faible densité dans la MRC et le peu d'aire de jeux rendent les rencontres entre familles plus rares

(Coulombe, 2011)

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- Ne pas soutenir les services en petite enfance risque d'hypothéquer la communauté, car les environnements non favorables au développement de l'enfant ont des répercussions tout au long de la vie de l'individu et l'empêche d'atteindre son plein potentiel. Augmentation du risque de décrochage scolaire
- Augmentation des besoins en classes spécialisées
- Augmentation des demandes en aide sociale
- Diminution des contributions économiques (taxes et impôts)

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Gouvernement du Québec
- Municipalités
- Commissions scolaires
- Centre de la petite enfance (CPE) et service de garde en milieu familial
- Direction de santé publique (DSP) du CISSS de la Gaspésie

RESSOURCES (LES MOYENS)

- Commissions scolaires
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Centre de la petite enfance (CPE) et service de garde en milieu familial
- Maison de la famille
- Réseau de développement social (RDS)
- Lactescence
- Avenir d'enfants
- École des adultes
- Comité d'action sociale anglophone (CASA)
- Maison de la culture
- Municipalités

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Commissions scolaires
- Maison de la famille
- Avenir d'enfants
- Comité d'action sociale anglophone (CASA)

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Avenir d'enfants
- Réseau de développement social (RDS)
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Comité d'action sociale anglophone (CASA)

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu du manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5 ans) et au soutien de leur famille?

(qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)

- Maison de la famille
- Centre de la petite enfance (CPE) et service de garde en milieu familial
- CISSS (CLSC)
- Municipalités (différents services offerts)
- Joujouthèques
- CASA (Bright beginnings)
- Lactescence
- Pédiatrie sociale (nouvel organisme)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- Portrait national (EQDEM) : accès à un portrait

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Contexte socio-économique, faible indice de vitalité économique = 103/104 au Québec (MRC)
- Décroissance démographique

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Que les progrès sont possibles!
- Que la concertation et la constance de celle-ci dans le temps, de même que la reconnaissance du travail effectué par les partenaires sont des conditions gagnantes
- Que les familles plus vulnérables sont plus difficiles à rejoindre mais….. ca se fait!
- Qu'il est important d'avoir la flexibilité dans le modèle de concertation (disponibilité des intervenants, moyens mis à disponibilité etc.)

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ? (actions concrètes)

- Appropriation commune des données et détermination des priorités et précision de l'enjeu
- Un forum sur la petite enfance

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

LE MANQUE D'ENGAGEMENT COLLECTIF QUANT AU DÉVELOPPEMENT GLOBAL DES ENFANTS (0-5 ANS) ET AU SOUTIEN DE LEUR FAMILLE

- Actions sur les facteurs de protection et diminution des facteurs de risque
- Augmentation du pouvoir d'agir et de l'estime de soi
- Augmentation du BIB (bonheur intérieur brut)
- Augmentation des potentiels et du dynamisme de la communauté
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion

Bibliographie :

Avenir d'enfants. (2016). Je suis petit, je deviendrai grand : La réussite éducative, une histoire qui s'écrit tôt.
Repéré à : http://avenirdenfants.org/Media/PDF/Publications/AE_Memoire-Reussite-educative_Final.pdf

CISSS GIM. (2018). Signalements 2017-2018.
Repéré à : http://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Documents/Soins_et_services/Jeunesse/Bilan-statistiques-GIM-2017-2018.pdf

Coulombe, K. (2011). Contribution des ressources de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine au bien-être des enfants 0-5 ans et de leur famille. Gaspé, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Dubé, N. (2018a). Le développement des enfants gaspésiens et madelinots à la maternelle. Résultats de l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2017. Gaspé, Direction de la santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Dubé, N. (2018b). La santé et le bien-être de la population de Rocher-Percé Édition 2018. Direction de santé publiquGaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Heckman JJ. (2006). Skill Formation and the Economics of Investing in Disadvantaged Children. Science;312(5782):1900-2.
Repéré à : http://science.sciencemag.org/content/sci/312/5782/1900.full.pdf

Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2016). Bulletin statistique régional édition 2016 : Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
Repéré à : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletins/2016/11-Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine.pdf

LeBreux, N. (2015). Fiche territoriale MRC Rocher-Percé.
Repéré à : http://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/pdf/Regions/Gaspesie-Iles-de-la-Madeleine/11_imt_fiches-Rocher-Perce_2015.pdf

MRC Rocher-Percé. (2009). Politique familiale de la MRC du Rocher-Percé 2009-2011.
Repéré à : https://www.mrcrocherperce.qc.ca/wp-content/uploads/2018/10/politique_familiale.pdf

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 5 :

L'isolement social des aînés

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

Isolement social : […] la notion d'isolement social est réservée aux situations où les contacts sont rares et de faible qualité avec autrui. […] désigne l'ensemble des situations de vie marquées par des interactions limitées en nombre, en fréquence et en qualité *(Bureau G. et al., 2017).*

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

- En 2016, 27% de la population de Rocher-Percé (R-P) a 65 ans et plus (18% au Québec) et cette proportion pourrait augmenter à 40% d'ici 2036 *(Dubé, 2018a)*
- En 2013-2014, 34% de la population de 12 ans et plus en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GÎM) vivant dans un ménage privé est limité dans sa participation à des activités à cause d'un problème de santé (29% au Québec). La prévalence de limitations d'activités augmente avec l'âge (20% chez les 12 à 44 ans contre 45% chez les 65 ans et plus) *(Dubé, 2018a)*
- En 2013-2014, 12% de la population de la GÎM vivant dans un ménage privé a besoin d'aide pour ses activités de la vie quotidienne en raison de son état de santé (8,0% au Québec).
- Les aînés isolés socialement sont plus à risque d'adopter un comportement négatif pour leur santé (consommation d'alcool, tabagisme, mode de vie sédentaire, mauvaise alimentation, risque accru de chutes et d'hospitalisation) *(Nicholson, 2012)*
- Le risque d'être hospitalisé pour une chute augmente avec l'âge. De 2014 à 2016, ¾ des hospitalisations attribuables à une chute à R-P sont survenues chez les aînés *(Dubé, 2018a)*
- L'Isolement social est un indicateur de mortalité des suites d'une maladie coronarienne ou d'un accident vasculaire cérébral *(Nicholson, 2012)*
- L'isolement social est associé à des niveaux supérieurs de dépression et de suicide *(MacCourt, 2008)*

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- Diminution de la participation et de la contribution à la vie communautaire (ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés, 2007).
- Les aînés profitent de leur bénévolat et de leur participation communautaire et les collectivités profitent du capital social et des services qu'offrent les aînés. L'isolement social des aînés entraîne donc une perte importante pour les organismes, les collectivités et la société *(Raymond E. et al., 2008)*
- Les préjugés contre les aînés entraînent une absence de reconnaissance sociale amenant une intériorisation du statut de personne fragile et inutile à la société et une baisse de l'estime de soi, ce qui conduit à l'isolement et au « décrochage » de toutes formes d'implication dans la société *(Lévesque & Beaulieu, 2011)*
- L'isolement social est considéré comme un facteur de risque de maltraitance *(Truchon, 2011)*
- Augmentation des coûts reliés aux comportements négatifs sur la santé

Bibliographie :

Bureau, G., Cardinal, L., Côté, M., Gagnon, É., Maurice, A., Paquet, S., Rose-Maltais, J., & Tourigny, A. (2017). Rejoindre, comprendre et accompagner les personnes aînées isolées socialement : Une trousse d'accompagnement. Québec : FADOQ – Région de Québec et Chaudière-Appalaches (FADOQ - RQCA).

Dubé N. La santé et le bien-être de la population de Rocher-Percé (Édition 2018). Direction de santé publique Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 63 pages (2018a).

MacCourt, P. (2008). Promouvoir le bien-être des aînés: l'outil d'évaluation des politiques en matière de santé mentale des aînés (2014).

Nicholson, N.R. (2012). A review of social isolation: An important but underassessed condition in older adults. Journal of primary prevention, 33 (2-3), 137-152.

Lévesque, J., Beaulieu, M. (2011). Lutter contre l'agisme par le biais d'activités intergénérationnelles : réflexions tirées d'une pratique. Vie et vieillissement ; volume 9, no 3, pages 6-12.

Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés (2007). Travailler de concert avec les aînés – guide de promotion de l'intégration sociale des aînés dans les services, programmes et politiques communautaires.

Raymond, E., Gagné, D., Sévigny, A. & Tourigny, A. (2008). La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé : réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire. Gouvernement du Québec (2014).

Truchon, M. (2011). Cadre théorique des initiatives de travail de milieu auprès des aînés vulnérables. Association québécoise des centres communautaires pour aînés (AQCCA) (2014).

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Le gouvernement du Québec (Secrétariat aux aînés)
- Le gouvernement du Canada
- Les municipalités

RESSOURCES (LES MOYENS)

- Ressources (les moyens)
- Le Centre d'action bénévole (CAB) Gascons-Percé
- Les politique familiales municipales (PFM) et la démarche Municipalité amie des aînés (MADA)
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Gaspésie
- Les clubs sociaux (âge d'or, cercles des fermières, etc.)
- Association des aînés
- Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
- Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)
- École des adultes
- Les municipalités (services)
- Le Réseau développement social (RDS) Rocher-Percé
- La Société Alzheimer GÎM (SAGÎM)
- Vision Gaspé-Percé now
- Le centre de justice de proximité
- L'Unité régionale loisir et sport (URLS) GÎM
- APPUI
- Femmes entre-elles

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- La Table pour contrer les abus envers les personnes aînées de Rocher-Percé
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- La Société Alzheimer GÎM (SAGÎM)
- La Sûreté du Québec (SQ)
- Centre de justice de proximité
- Le Centre d'action bénévole (CAB) Gascons-Percé
- • Les citoyens et citoyennes

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de la Gaspésie
- Les municipalités
- Le Réseau développement social (RDS) Rocher-Percé (chantier)
- La Table régionale de concertation des aînés de la Gaspésie et des Îles

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de l'isolement des aînés ? (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)

- Le Centre d'action bénévole (CAB) via le Programme d'assistance individuelle aux personnes retraitées (PAIR)
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) via le Centre de jour
- Vision Gaspe-Perce Now via le projet Second souffle
- La Société Alzheimer GÎM (SAGÎM)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- Les politiques familiales municipales et la démarche Municipalité amie des aînés (MADA)(renouvellement)
- Autres programmes et politiques
- La Table pour contrer les abus a accepté de porter l'enjeu localement

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- L'âgisme (place et importance des aînés dans la société)
- Décroissance démographique qui favorise l'isolement
- Barrières linguistiques (clientèle anglophone)
- Manque de logement avec services adaptés
- Services de transports souvent inadaptés (diversité, horaire, etc.)
- Perte de services (ex : gym-cerveau – éducation des adultes-formation continue)
- Manque de leadership
- Vision à court terme
- Méconnaissances de l'enjeu et des ressources
- Étendue du territoire
- Aînés avec peu de ressources financières (R-P)

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Que les politiques gouvernementales (top down) s'inscrivent rarement dans la continuité (moyens)
- Que les aînés vulnérables sont difficiles à rejoindre et à sortir de l'isolement

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ? (actions concrètes)

- Réseau organisé de soutien
- S'approprier le nouveau plan national pour contrer la maltraitance
- Multiplier les occasions de favoriser les espaces de socialisation intergénérationnelles

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

L'ISOLEMENT SOCIAL DES AÎNÉS

- Contribue à lutter contre l'exclusion, contribue au dynamisme des communautés
- Sortir de l'isolement = meilleure connaissance des enjeux = meilleures réponses de la communauté (services etc)
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 6 :

La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participtation citoyenne

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

« La santé est engendrée et vécue dans les divers contextes de la vie quotidienne, là où l'individu s'instruit, travaille, se délasse. »

Organisation mondiale de la santé (OMS). Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé. Genève, 1986.

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

Cet enjeu regroupe les préoccupations suivantes :

- L'accès aux loisirs et à la culture
- L'accès à la culture et aux loisirs contribue pleinement au mieux–être de l'ensemble de la population et encourage de ce fait la participation citoyenne, elle-même source d'inclusion et de cohésion sociale.
- L'accès à la culture et aux loisirs pour tous, notamment pour les populations vulnérables est un véritable enjeu. Il contribue pourtant au développement et à l'épanouissement personnel ; véhicule des valeurs de partage, d'échange, d'ouverture tout en renforçant le lien social.
- Il importe de réduire les inégalités et de consolider les moyens mis en oeuvre pour que l'ensemble de la population puissent s'engager dans des activités culturelles, sportives et de loisirs.

Source: http://www.jeunes.gouv.fr/actualites/loi-egalite-citoyennete/article/favoriser-l-acces-des-jeunes-auxêtre
https://www.accesloisirsquebec.com/developpement-provincial.ws

L'adoption de saines habitudes de vie (SHV) dont la promotion de la saine alimentation, de l'activité physique et du transport actif et l'implantation d'infrastructures y donnant accès

Pour la population du Rocher-Percé :

- En 2014-2015, 32% de la population consomme des boissons sucrées tous les jours, c'est plus qu'au Québec (19%).
- En 2014-2015, 37% de la population est active physiquement dans ses loisirs et déplacements. Cette proportion ne se différencie pas de celle du Québec (41%). La sédentarité est toutefois plus fréquente à Rocher-Percé (35% contre 30% au Québec).
- La proportion de fumeurs était de 33% en 2008 et est encore du même ordre de grandeur en 2104-2015 avec 32%. Cette proportion est supérieure à celle du Québec (19%).
- Le niveau d'activité physique ne varie pas selon le sexe. Par contre, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, il diminue avec l'âge alors qu'il augmente avec la scolarité.
- La prévalence de l'excès de poids chez les 15 ans et plus n'a pas varié significativement entre 2008 (62%) et 2014-2015 (58%). Toutefois, les hommes sont plus enclins que les femmes à avoir un surplus de poids (69% contre 48%), notamment à faire de l'embonpoint (43% contre 30%).
- L'alimentation actuelle et la sédentarité ont des effets sur le poids et sont associées à l'apparition de maladies chroniques.

Plus particulièrement chez les jeunes du secondaire :

- De fortes proportions de jeunes consomment de la malbouffe à raison de trois fois ou plus par semaine (29% contre 20% pour les autres jeunes de la région) et boivent un même type de boisson sucrée tous les jours (21% contre 14% pour les autres jeunes de la région).
- L'usage de la cigarette a perdu du terrain depuis 2010-2011 chez les jeunes du secondaire, si bien qu'en 2016-2017, seulement 6,4% d'entre eux fument la cigarette. Malgré cela, le petit cigare ou le cigarillo demeure un produit auquel s'adonnent environ 13% des jeunes et la cigarette électronique semble jouir de cette même popularité.

Source: DUBÉ, Nathalie. La santé et le bien-être de la population de Rocher-Percé-Édition 2018, Direction de santé publique Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 63 pages. (2018a)
https://www.cisss-gaspesie.gouv.qc.ca/images/Statistiques_regionales/Documents_generaux/La_sant%C3%A9_et_le_bien-%C3%AAtre_de_la_population_de_Rocher-Perc%C3%A9-%C3%89dition_2018.pdf

Dubé, Nathalie. Les habitudes de vie et le poids corporel des élèves du secondaire en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine – Principaux résultats de l'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire, Direction de santé publique Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 33 pages. (2019a)

La consultation J'écoute la jeunesse (jeunes de 15 à 35 ans) révèle les éléments suivants :

- Les loisirs sont jugés très importants
- Forte insatisfaction sur l'accès au loisir dans leur ville ou village ainsi que sur l'écoute des élus face à leurs besoins et sur les actions que posent les élus
- En général, le plein air, les associations sportives et les multimédias sont les trois loisirs les plus pratiqués par les participants
- En général, les loisirs culturels comme spectateur, les activités sociales et le plein air sont les trois types de loisir où les jeunes souhaitent voir un développement
- Forte insatisfaction des jeunes répondants par rapport aux aménagements de transport à pied ou à vélo dans leur milieu de vie
- Source : Consultation jeunesse MRC du Rocher-Percé, J'écoute la jeunesse, Rapport synthèse 2018
- Le développement de la participation citoyenne et du bénévolat
- En GÎM, 30 % de la population de 16 à 65 ans ont fait du bénévolat versus 36,4 % pour l'ensemble du Québec
- Au Québec, 56 % des bénévoles ont moins de 44 ans. Ce sont toutefois les 50 ans et plus qui font la majorité des heures de bénévolat. Les jeunes sont davantage portés vers le bénévolat ponctuel. Ces personnes ont contribué, au cours de l'année 2013, pour 268 millions d'heures auprès des organismes québécois.
- Une estimation de la valeur des heures de bénévolat réalisées au Québec et qui seraient rémunérées au salaire moyen versé au sein des organismes communautaires représenterait 7 milliards de dollars.
- Au Québec, lorsque les gouvernements injectent 1$ au sein d'un organisme en action bénévole, les bénévoles et leur association génèrent une moyenne de 4$ en prestation de services variée au sein de leur communauté.
- Près des deux tiers (61 %) des organisations bénéficient de la participation de bénévoles autres que les administrateurs. Pour 2012, on parle alors d'une moyenne de 50 bénévoles (médiane 20) et de 1 à 499 heures d'implication par organisation.
- En moyenne, le conseil d'administration des organisations est composé de cinq femmes et de trois hommes. On y retrouve peu de personnes de 35 ans et moins.
- L'engagement communautaire des citoyens est aussi un indicateur de la vitalité de la communauté.

Sources: Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, Les repères en économie sociale et en action communautaire, édition 2012
Le réseau de l'action bénévole du Québec, https://www.rabq.ca/benevolat-en-chiffres.php

- Enfin, les élus et les employés municipaux sont des acteurs de premier plan pour favoriser la qualité de vie de leurs concitoyens. Ils disposent d'une panoplie de moyens pour œuvrer au développement de l'économie locale, à la préservation de l'environnement, à la vie communautaire, à l'inclusion sociale et à l'accès au logement. Ils prennent aussi des décisions d'aménagement du territoire et s'activent à la création et à l'entretien de parcs, de sentiers pédestres et d'autres infrastructures de sports et de loisirs. Ainsi, les acteurs municipaux deviennent des promoteurs de la santé, en développant des environnements favorables pour encourager les citoyens à faire des choix santé.

Source : http://www.magazine-savoir.ca/2017/03/28/environnements-favorisent-ameliorent-sante-individus/

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- Agir en créant des environnements favorables permet, entre autres :
- De réduire les inégalités sociales, de dynamiser les milieux de vie et développer un sentiment d'appartenance et de sécurité
- D'encourager la pratique d'activités physiques de plein air.
- Augmenter l'attraction et la rétention de nouvelles familles.
- Contribuer à la protection de l'environnement, en diminuant la production de gaz à effet de serre grâce à la valorisation des transports collectifs et actifs tels que la marche ou le vélo.
- Générer des bénéfices économiques pour une municipalité en haussant la valeur des propriétés résidentielles et, du même coup, les recettes fiscales par la présence d'espaces verts et d'infrastructures de loisirs.
- Attirer la main-d'oeuvre et les entreprises, de même qu'à les retenir par la qualité de vie.
- Optimiser la contribution de toute la population au développement de la communauté.

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Le Gouvernement du Québec
- Les élus (fédéraux, provinciaux et municipaux)
- Les décideurs et intervenants municipaux
- La Municipalité régionale de comté (MRC)
- Les commissions scolaires (écoles et centres)
- Les entreprises
- Les milieux communautaire et associatif des domaines :
  - du loisir et du sport,
  - du secteur agroalimentaire,
  - des transports, de l'aménagement,

RESSOURCES (LES MOYENS)

- L'Unité régionale loisir et sport
- Les municipalités
- La municipalité régionale de comté (MRC)
- Les organismes de loisirs
- Les commissions scolaires (écoles et centres)
- La Table saines habitudes de vie GIM
- Le CISSS-Gaspésie via ses professionnels
- Les médias

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- L'Unité régionale loisir et sports
- Les bénévoles
- Les organismes de loisirs (clubs sportifs, OTJ, etc.)
- Les citoyens et citoyennes
- Les commissions scolaires (écoles et centres)
- Les municipalités
- La Municipalité régionale de comté (MRC)

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- L'Unité régionale loisir et sport
- La municipalité régionale de comté (MRC)
- Les municipalités
- Les commissions scolaires (écoles et centres)
- Les milieux de garde
- Tous les regroupements-aînés, les milieux de garde ou autres

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de la création d'environnements favorables (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)?

- L'Unité régionale loisir et sport
- La MRC du Rocher-Percé (aménagement du territoire, via sa politique de développement du sport et activité physique de plein-air)
- Les municipalités (service d'urbanisme)
- Le Réseau développement social Rocher-Percé
- Le CISSS et la direction de la santé publique
- Les écoles et les centres (projets éducatifs)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- Les politiques familiale et en faveur des aînés (MADA) des municipalités et de la MRC
- Les démarches :
- Nourrir notre monde
- Prendre soin de notre monde
- Le milieu naturel disponible, beau terrain de jeu, fierté du territoire
- La stratégie «Vivre en Gaspésie»
- Le nouveau guide alimentaire canadien
- Poursuivre le cours développé par l'éducation des adultes sur le bénévolat

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Vision souvent à court terme du développement
- Coûts élevés des infrastructures et services vs la faible densité de la population
- Manque d'accès aux transports (prix, qualité, fréquence)
- Concentration des activités et services à Chandler et Grande-Rivière
- Enjeux concernant la relève et la nature du bénévolat
- Méconnaissance des outils et mécanismes de participation citoyenne

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Qu'il existe une multiplicité des acteurs et des informations
- Qu'une bonne collaboration municipale est nécessaire
- Que le soutien et la reconnaissance du bénévolat sont importants
- Que quand des infrastructures sont développées, la population se les approprie (succès)
- Que la création d'environnements favorables permet d'agir sur plusieurs facettes à la fois (démographie, santé, dynamisme, etc.)
- Qu'il n'y a pas de leadership clairement identifié dans l'application de mesures favorisant les saines habitudes de vie
- Qu'il n'est pas nécessaire d'investir beaucoup d'argent et que plusieurs activités peuvent être réalisées à faible coût

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ?
(actions concrètes)

Activités physiques :

- Rendre les installations sportives et récréatives accessibles par des ententes avec les commissions scolaires et les municipalités voisines
- Offrir des activités sportives gratuites : bain libre, patinage, etc.
- Organiser des événements sportifs et des camps de jour
- Soutenir les organismes locaux qui oeuvrent dans le champ des saines habitudes de vie
- Participer à la reconnaissance des bénévoles
- Prêter ou louer du matériel et des équipements sportifs *(https://www.accesloisirsquebec.com/developpement-provincial.ws)*

Transports actifs :

- Privilégier une offre de services de proximité, afin que les citoyens puissent se déplacer à pied ou à vélo.
- Développer des pistes cyclables autant pour le loisir que pour les déplacements utilitaires.
- Favoriser le déneigement des rues et des trottoirs pour rendre la marche hivernale sécuritaire.
- Limiter la vitesse sur certaines rues pour assurer la sécurité des marcheurs et des cyclistes de tous âges.
- Planifier un réseau de transport intégré (autobus, vélo, marche, etc.).

Aménagement du territoire :

- Aménager des milieux de vie mixtes où les résidents peuvent accéder facilement aux commerces, aux lieux de travail et aux écoles à pied ou à vélo.
- Voir au bon éclairage des rues.
- Offrir des trottoirs continus et des passages piétonniers.
- Intégrer le transport actif au plan directeur d'urbanisme.
- Améliorer l'offre de transport collectif et faire en sorte que le plus grand nombre de résidences soit bien desservi.
- Aménager et entretenir des aires de jeux sécuritaires.

Saine alimentation :

- Privilégier l'offre d'aliments sains dans les installations municipales et lors des événements populaires (fêtes, festivals, activités de loisirs, compétitions sportives).
- Installer des fontaines d'eau dans les lieux publics.
- Faciliter l'accès à des terres cultivables pour de l'agriculture maraîchère individuelle ou collective (jardin communautaire).
- Encourager les marchés publics, les kiosques de fruits et légumes.
- Soutenir l'agriculture urbaine.

Sensibilisation et communication :

- Promouvoir les saines habitudes de vie par l'intermédiaire des outils de communication municipaux (site web, bulletin paroissial, etc.)
- Promouvoir auprès des partenaires du milieu une approche qui met en valeur les choix sains et les produits locaux.
- Promouvoir les transports collectifs et actifs.
- Participer à des campagnes de sensibilisation liées aux saines habitudes de vie.

Bénévolat et implication citoyenne :

- Utilisation des outils existants pour stimuler le recrutement de bénévoles
- Former des organismes (développer) et assurer le transfert des connaissances
- Assurer le suivi après les formations reçues.

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?
Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

LA CRÉATION D'ENVIRONNEMENTS FAVORABLES AUX SAINES HABITUDES DE VIE

- Faciliter l'adoption de saines habitudes de vie
- Impacts positifs en prévention sur la santé des personnes vulnérables.
- Réduction des inégalités sociales telles que l'accès à des infrastructures et des activités permettant l'intégration de mode de vie physiquement actif, de loisirs et à une saine alimentation
- Renforcement du sentiment de solidarité et d'appartenance
- Favorise la participation citoyenne
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 7 :

L'accès à la propriété et au logement

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

MRC du Rocher-Percé:

- 72% des logements privés ont plus de 38 ans (année de construction = 1980 +)
- Environ 11% (870 sur 8 025) des logements ont besoin de réparations majeures
- 22,8 % des ménages locataires consacrant 30 % ou plus de leur revenu aux frais de logement
- Perception d'un manque de logements, de logements adaptés à certains types de population (nouveaux arrivants, personnes vivant avec une déficience physique et mentale, TSA, faible revenu, etc.)
- 17,7 % des ménages locataires occupent un logement subventionné

(Source: Recensement 2016 - Canada)

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

- Enjeu de rétention et d'attractivité pour les communautés et la région
- Besoin de base
- Le manque ou l'absence de logements fait reposer sur certains organismes d'aide une pression énorme

Photo: Stéphanie Roy

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Gouvernements du Québec et Canada
- Les municipalités
- La Municipalité régionale de comté (MRC)

RESSOURCES (LES MOYENS)

- Les entrepreneurs
- Le Groupe ressource en logement collectif GÎM (GRLC-GIM)
- Offices municipaux d'habitation (OMH)
- Organismes communautaires (dont le Centre Émilie-Gamelin)
- Municipalité régionale de comté (MRC)
- Municipalités
- Réseau développement social Rocher-Percé
- Municipalité régionale de comté (MRC) Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA)
- Place aux jeunes (CJE/Option emploi)
- Stratégie «Vivre en Gaspésie»

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Le chantier régional logement du RESSORT (développement social régional)
- Le Groupe ressource logements collectifs GÎM (GRLC-GÎM);
- La Municipalité régionale de comté (MRC)
- Le CJE/Option Emploi
- Les Offices municipaux d'habitation (OMH)
- Les organismes communautaires en lien avec des personnes vulnérables
- La stratégie «Vivre en Gaspésie»
- La coopérative d'habitation l'Aster de Grande-Rivière
- Les citoyens et citoyennes

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Le groupe ressource en logements collectifs GIM (GRLC-GIM)
- Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT) (développement social régional)
- Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)
- Le Réseau développement social (RDS) Rocher-Percé
- Les municipalités

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de l'accès au logement et à la propriété? (qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)

- Les municipalités
- Les Offices municipaux d'habitation (OMH)
- Le CISSS (planification itinérance)
- La Municipalité régionale de comté (MRC) (bottin logement, SANA, réno-village, etc.)

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU

- Nouvelle stratégie du gouvernement du Canada sur le logement (2018)
- CISSS (plan d'action régional pour l'itinérance)
- Contexte plutôt favorable quant à cet enjeu : besoins de main-d'œuvre, préoccupations liées à la démographie, innovations partout au Québec, etc.
- Politiques et démarches municipales (politique familiale, Municipalité amie des aînés et autres)

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Contexte socio-économique (faible indice de vitalité économique = 103/104 au Québec (MRC)
- Décroissance démographique
- Programmes souvent inadaptés aux réalités locales
- Coûts de construction élevés
- Manque d'un leadership clairement identifié
- Connaissance partielle de l'enjeu et des besoins (données, portrait)
- Étendue du territoire

05. Qu'avons-NOUS appris? Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi? Quels sont les principaux apprentissages?

- Qu'il est difficile de mobiliser les partenaires sur cet enjeu
- Que l'on constate le manque d'un leadership clairement identifié
- Que l'on manque de données concrètes et pertinentes
- Que l'enjeu est complexe par la diversité des acteurs et des clientèles impliquées
- Que le travail en *silo* demeure populaire

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ? (actions concrètes)

- Un espace de concertation pour en discuter
- Portrait des besoins/Mieux documenter
- Identification d'un/de leader(s)
- Être créatif et innovant (ex: modèle coopératif, multigénérationnel)
- Se doter de politiques publiques en habitation
- Impliquer les entrepreneurs dans la réflexion
- Impliquer les acteurs de l'habitation communautaire (tous les acteurs)

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ ET AU LOGEMENT

- Besoin de base!!
- Accès au logement abordable réduit la proportion du revenu consacré au logement
- Accès au logement adéquat (salubrité) améliore la qualité de vie
- Accès à un logement adapté améliore l'autonomie des individus
- Agir sur la mixité sociale réduit l'exclusion sociale
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

L'habitation communautaire

MILIEU DE VIE SAIN, ABORDABLE ET ADAPTÉ AUX BESOINS

L'habitation communautaire permet aux ménages moins nantis et aux personnes en situation de vulnérabilité d'avoir accès à un logement décent à coût abordable qui répond à leurs besoins.

PRISE EN CHARGE CITOYENNE

L'habitation communautaire est fondée sur la prise en charge individuelle et collective des résidant.e.s. À partir du développement d'un projet jusqu'à la gestion quotidienne des logements, les résidant.e.s et leurs partenaires dans la collectivité sont au coeur des décisions et de la vie démocratique. Bien plus qu'un toit, l'habitation communautaire développe la capacité d'agir des personnes et offre un réseau de soutien essentiel.

INSERTION SOCIALE

L'accès à un logement communautaire agit aussi comme tremplin vers un retour aux études ou sur le marché du travail, notamment auprès de jeunes en difficulté, de femmes monoparentales ou de personnes immigrantes.

DÉSENGORGEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

Grâce à des logements pour aînés accessibles financièrement qui misent sur le maintien de l'autonomie et de la santé le plus longtemps possible, l'habitation communautaire prévient ou retarde le recours aux CHSLD. Aussi, les logements communautaires dédiés aux personnes à risque ou en situation d'itinérance, ayant des problèmes de santé mentale ou des handicaps physiques ou intellectuels, permettent d'améliorer le bien-être des gens, en plus d'économiser en soins de santé et services sociaux.

REVITALISATION ET CONSERVATION DU PATRIMOINE

Grâce à la diversité de ses interventions, pouvant aller de la construction neuve, à l'achat-rénovation jusqu'à la transformation de bâtiments industriels ou institutionnels, l'habitation communautaire permet de revitaliser des quartiers et des villages et de contribuer à la conservation du patrimoine. Les projets d'habitations communautaires peuvent ainsi représenter un levier important pour maintenir ou relancer l'activité socio-économique dans les communautés.

OCCUPATION DU TERRITOIRE

Dans les milieux moins populeux, en régions rurales ou éloignées, l'habitation communautaire contribue à maintenir les habitant.e.s dans leur communauté, particulièrement les aînés. Pour plusieurs de ces communautés, garder leur population est un véritable défi.

Réseau développement social ROCHER-PERCÉ

ENJEU 8 :

L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

1- La lutte à la pauvreté et exclusion sociale
2- La décroissance démographique
3- La persévérance vers un projet de vie
4- Le manque d'engagement collectif quant au développement global des enfants (0-5ans) et au soutien de leur famille
5- L'isolement social des aînés
6- La création d'environnements favorables à l'accessibilité aux loisirs et à la culture, aux saines habitudes de vie et au développement de la participation citoyenne
7- L'accès à la propriété et au logement
8- L'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement de l'autonomie alimentaire

01. Pourquoi avons-nous choisi cet enjeu?

Rappel des raisons qui motivent la priorisation de cet enjeu

LES FAITS ET LES DONNÉES

- La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est la région du Québec ayant le plus haut taux de population vivant dans un désert alimentaire
  - GIM = 36,1%
  - Québec = 5,7%
  - Québec (milieu rural) = 13,1%

  (Bergeron et Robitaille, 2013)
- En 2011-2012, l'insécurité alimentaire touchait 7,4% de la population en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine versus 8,1% dans l'ensemble du Québec *(Blanchet, Hamel et Maisonneuve, 2014)*
- Au Canada, 40% de la nourriture produite serait gaspillée, en coût cela représente 27 milliards de dollars par année *(Gooch, Felfel et Marenick, 2010)*.
- Perte de savoir-faire culinaire
- Démarche Nourrir notre monde en cours depuis 1 an

LES IMPACTS SUR LA COMMUNAUTÉ

Désert alimentaire :

- Manque d'accès physique et économique aux aliments sains/faible variété
- Les populations défavorisées vivant dans un désert alimentaire vont subir davantage les conséquences de ce manque d'accès géographique (moins d'accès au transport) *(Bergeron et Robitaille, 2013)*

L'insécurité alimentaire :

- Impacts sur la santé mentale : stress, détresse psychologique et adaptation au stress plus difficile
- Les besoins en nutriments ne sont pas comblés, ce qui détériore l'état de santé - augmente les risques de maladies cardiovasculaires, diabète, hypertension
- Affecte le développement des jeunes
- Augmente le risque d'isolement social
- Ces conséquences sur la santé empêchent les individus touchés de développer leur plein potentiel et de faire bénéficier l'ensemble de la communauté de ce potentiel. *(Pageau, 2008)*

Le gaspillage alimentaire :

- Enjeu éthique du gaspillage alimentaire, alors que des gens ont faim, des tonnes de nourriture sont gaspillées
- Coût financier du gaspillage (gestion des matières résiduelles)
- Coût environnemental du gaspillage (utilisation de ressources naturelles pour produire de la nourriture qui sera gaspillée) *(Simard Tremblay, 2015)*
- La perte d'autonomie alimentaire
- Communauté dépendante du système alimentaire
- Coût environnemental et économique (transport de denrées, production industrielle)

02. Qui est concerné par cet enjeu?

AUTORITÉ (DÉCIDEURS)

- Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec (MAPAQ)
- Municipalité régionale de comté (MRC) - Plan de développement de la zone agricole (PDZA)
- Municipalités
- Direction de santé publique (DSP) du CISSS de la Gaspésie

RESSOURCES (LES MOYENS)

- Gaspésie Gourmande
- Table Saines habitudes de vie (SHV)
- Épiceries
- Producteurs
- Syndicat Union producteurs agricoles (UPA)
- Démarche régional Nourrir notre monde (NNM)
- Organismes communautaires (Produire la santé ensemble, Centre d'action bénévoles, Maison de la Famille, etc.)
- Écoles
- Réseau développement social (RDS) Rocher-Percé
- Direction de santé publique (DSP) du CISSS de la Gaspésie
- Bulle des accompagnateurs en jardinage

EXPERTISE ET EXPÉRIENCE (LES CONNAISSANCES SPÉCIFIQUES À L'ENJEU)

- Table de concertation en sécurité alimentaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (TCSAGIM)
- Organismes communautaires
- Les citoyens et citoyennes
- Les banques alimentaires du Québec

LEADERSHIP (MOTIVATION À AGIR, PORTEUR)

- Municipalité régionale de comté (MRC)
- Municipalités
- Démarche régional Nourrir notre monde (NNM)
- Réseau développement social (chantier sécurité et autonomie alimentaire (SAA))
- Produire la santé ensemble

03. Qui travaille (démarche structurée, plan et ressource attitrée) déjà sur l'enjeu de l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement de l'autonomie alimentaire ?

(qui agit de manière consciente et active sur le territoire de la MRC du Rocher-Percé)

- Chantier sécurité et autonomie alimentaire (SAA) du Réseau de développement social (RDS)
- Organismes communautaires ayant une mission sécurité ou autonomie alimentaire

04. Y a-t-il des opportunités et des menaces dans l'environnement?

OPPORTUNITÉS QUI PEUVENT SERVIR L'ENJEU.

- Momentum (engouement pour développer des actions innovantes en alimentation)
- Démarche régionale Nourrir notre monde (NNM)
- Fonds disponibles ($)
- Tendance : le développement des circuits courts
- Préoccupations environnementales
- Normes gouvernementales (réduction du gaspillage)
- Plan d'action régionale Gaspésie gourmande en agroalimentaire

OBSTACLES AUX ACTIONS LIÉES À L'ENJEU

- Travail en silos
- Manque de leadership clairement identifié
- Vision à court terme
- Manque de ressources
- Méconnaissances de l'enjeu et des ressources
- Manque d'une réelle volonté politique
- Étendue du territoire

05. Qu'avons-NOUS appris?

Notre façon de travailler sur cet enjeu jusqu'à maintenant nous apprend quoi?
Quels sont les principaux apprentissages?

- Que le développement d'une vision commune (véritable mise en réseau) est difficile
- Que le sujet est complexe et qu'il est difficile de définir qui fait quoi

06. Qu'est-ce qui serait intéressant de faire et que nous ne faisons pas/pas assez ?

(actions concrètes)

- Organiser la récupération alimentaire dans les épiceries
- Déploiement ou consolidation des cuisines et jardins communautaires
- Consolider les ateliers de cuisine dans les écoles
- Appliquer la démarche de municipalité nourricière
- Cartographier les acteurs et leurs interactions et leurs potentialités
- Reconnaissance et mise en valeur des ressources
- Marchands ambulants (peddling)
- Soutenir la démarche du revenu minimum garanti

07. Le travail sur cet enjeu a-t-il des effets positifs sur la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

Expliquer en quoi travailler sur cet enjeu permet d'avoir des effets pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale

Agir sur les causes

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

- Lutte à l'exclusion (socialisation) jardins, cuisines
- Amélioration de l'autonomie par le développement savoir-être et savoir-faire
- Meilleur accès économique et physique à des aliments sains
- Besoin de base
- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale

Bibliographie :

Bergeron, P., Robitaille, É. (2013). Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : analyse de situation et perspectives d'interventions. Repéré sur le site de l'INSPQ : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1728_AccessGeoCommAlimentQc.pdf

Blanchet, C., Hamel, D., Maisonneuve, C. (2014). Surveillance des habitudes de vie : L'insécurité alimentaire dans les ménages québécois, mise à jour et évolution de 2005 à 2012. Repéré sur le site de l'INSPQ : https://www.inspq.qc.ca/publications/1858

Gooch, M., Felfel, A., Marenick, N. (2010). Food waste in Canada. Value Chain Management Centre. Repéré à : http://vcm-international.com/wp-content/uploads/2013/04/Food-Waste-in-Canada-112410.pdf

Pageau, M. (2008). Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Repéré sur le site du Ministère de la santé et des services sociaux : http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf

Simard Tremblay, I. (2015). Comment réduire le gaspillage alimentaire dans l'industrie agroalimentaire au Québec? (Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke). Repéré à: https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2015/Simard_Tremblay_Iris_MEnv_2015_derniere_version.pdf

Nourrir notre monde Haute-Gaspésie. (2018, 6 novembre). Nourrir notre monde : mouvement de mobilisation pour l'alimentation de proximité en Gaspésie [Vidéo en ligne]. Repéré à : https://www.youtube.com/watch?v=p_qTpDg1yLI